

**Convention collective départementale**

IDCC : 1159. – **MÉTALLURGIE**  
**(NIÈVRE)**

**(10 décembre 1981)**

(Etendue par arrêté du 26 mai 1982,  
*Journal officiel* du 20 juin 1982)

---

**ACCORD « SALAIRES » DU 6 NOVEMBRE 2009**

NOR : *ASET1050073M*  
IDCC : *1159*

---

Entre :

L'UIMM de la Nièvre,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations effectives annuelles garanties*

**Dispositions générales**

Date d'application : les rémunérations effectives annuelles garanties figurant dans le tableau ci-après sont applicables à compter de l'année 2009.

Définition et modalités d'application : les rémunérations effectives annuelles garanties sont applicables à l'ensemble des salariés visés à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Elles constituent le salaire brut annuel au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans (art. 18 des dispositions générales de la présente convention collective). En aucun cas ces valeurs annuelles ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les valeurs des tableaux figurant en annexe sont établies pour un horaire de travail effectif correspondant à la durée légale applicable à l'entreprise. Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Ces valeurs annuelles seront applicables *pro rata temporis* en cas d'embauche ou de départ du salarié en cours d'année, ou en cas de surveillance pour le salarié, pendant l'année, d'une suspension du contrat de travail ou d'un changement de classification ou de catégorie.

#### Assiette et date de comparaison

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés avec les présents barèmes, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts des salaires, à l'exception :

- des primes d'ancienneté ;
- des sommes ayant le caractère de remboursements de frais ;
- de l'indemnité de panier de nuit prévue par la présente convention collective ;
- des sommes perçues dans le cadre des dispositions légales d'intéressement et de participation ;
- des sommes versées à titre de régularisation au titre des rémunérations effectives annuelles garanties de l'année précédente.

Cette comparaison est effectuée dans le courant du mois de janvier suivant l'année considérée.

#### Entreprises soumises à une durée légale du travail de 35 heures (base 151,67 heures)

Ces valeurs annuelles de rémunérations effectives annuelles garanties base 151,67 heures sont établies pour la durée annuelle correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de 35 heures.

Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié. Elles supporteront, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS, agents de maîtrise et techniciens	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	15 953	15 953	
	2	145	16 080	16 080	
	3	155	16 200	16 200	
II	1	170	16 270	16 270	
	2	180		16 285	
	3	190	16 360	16 360	
III	1	215	16 830	16 830	16 830
	2	225		17 300	
	3	240	18 045	18 045	18 045

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS, agents de maîtrise et techniciens	AGENTS de maîtrise d'atelier
IV	1	255	19 015	19 015	19 015
	2	270	20 025	20 025	
	3	285	21 240	21 240	21 240
V	1	305		22 635	22 635
	2	335		24 420	24 420
	3	365		26 510	26 510
		395		28 760	28 760

## Article 2

### *Rémunérations minimales hiérarchiques*

#### Dispositions générales

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Elles sont déterminées à partir d'une valeur de point.

A compter de la paie de décembre 2009, la valeur du point durée légale 35 heures (base 151,67 heures) est de 4,26 €.

En conséquence, des barèmes distincts de rémunérations minimales hiérarchiques sont établis en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise. Le barème de rémunérations minimales hiérarchiques est établi en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise et comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Il incombe donc à chaque entreprise d'adapter le barème qui lui est applicable en fonction de l'horaire de travail effectif de ses salariés.

Par application de l'accord national du 30 janvier 1980, les rémunérations minimales hiérarchiques sont majorées de :

- 5 % pour les ouvriers ;
- 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

## Article 3

### *Ouverture des négociations salariales 2010*

Les parties conviennent de se revoir au plus tard mi-février 2010 afin d'engager les négociations relatives aux rémunérations applicables à compter de l'année 2010.

## Article 4

### *Formalités de dépôt*

Le présent accord, établi conformément aux articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Nièvre.

Fait à Paris, le 6 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)